

A Séoul, le président Lee veut durcir la relation avec Pyongyang

mardi 26 février 2008, par [PONS Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 25 février 2008).

SÉOUL ENVOYÉ SPÉCIAL

Le nouveau président de la Corée du Sud, Lee Myung-bak, représentant le Grand parti national (GNP, droite), a prêté serment, lundi 25 février. Elu le 19 décembre 2007, il succède à Roh Moo-hyun et met un terme à dix ans de pouvoir libéral (centre-gauche).

Sa prise de pouvoir est, néanmoins, marquée par des difficultés à mettre en œuvre une politique néolibérale, assortie d'une diplomatie plus proche des Etats-Unis et d'une plus grande fermeté à l'égard de la Corée du Nord.

Figure de proue du monde des affaires dans les années 1990, M. Lee a, par ailleurs, été blanchi, quatre jours avant l'inauguration de son mandat, de soupçons de délits boursiers par une commission d'enquête parlementaire.

Son audition, dans une discrète maison de kisaeng (l'équivalent des geishas au Japon), afin de lui éviter l'embarras d'être interrogé en public, a provoqué la colère de l'opposition, qui a vu dans ce privilège le signe du manque de détermination de la commission d'enquête. M. Lee a déjà bénéficié en décembre 2007 d'un non-lieu de la justice.

Mais jusqu'aux élections législatives d'avril, le nouveau président ne sera guère en mesure de présenter le « *petit gouvernement, efficace et déterminé à déréglementer* » dont Park Hyung-jun, l'un de ses conseillers, estime que le pays a besoin. Pour l'heure, l'opposition du Parti démocrate unifié, qui dispose encore de la majorité à l'Assemblée nationale, entend lui mener la vie dure.

De plus, la popularité du nouveau gouvernement a déjà fléchi. L'équipe de transition a promu des objectifs parfois si irréalistes qu'elle a fait se cabrer l'opposition, irrité une partie de l'opinion et dû revoir ses promesses.

Son programme « 747 » (7 % de croissance annuelle, 40 000 dollars de revenu par habitant et accession de la Corée du Sud au rang de 7^e économie du monde) n'est plus un objectif à atteindre, a concédé le chef de l'Etat.

M. Lee doit aussi clarifier sa politique vis-à-vis de la Corée du Nord. Il a dû renoncer, pour l'instant, à supprimer le ministère de l'unification, chargé de la politique de réconciliation avec le Nord, qu'il voulait fondre dans le ministère des affaires étrangères. Une suppression qui avait suscité un tollé. « *Jusqu'à présent, la réconciliation avec le Nord et la diplomatie avaient été placées sur le même plan en veillant à ne pas faire dépendre l'une de l'autre. Désormais, la première pourrait être rétrogradée au niveau des relations avec n'importe quel pays étranger. Or, pour nous, le Nord n'est pas un pays comme un autre* », commente Paik Hak-soon, de l'Institut de recherche Sejong.

NOUVELLE POLITIQUE

M. Lee entend mettre fin à l'approche conciliante du régime nordiste (« sunshine policy »), menée depuis dix ans par les gouvernements de centre-gauche. « Nous ne remettons pas en cause la

politique d'engagement vis-à-vis du Nord », précise Hyun In-taek, professeur de relations internationales et l'un des artisans de la nouvelle politique à l'égard de Pyongyang. « *Nous ne voulons ni retourner à la confrontation ni provoquer la chute du régime, poursuit-il, mais nous attendons, en retour de notre coopération, une réciprocité.* »

La nouvelle équipe dirigeante a, enfin, élaboré un programme d'assistance économique à la Corée du Nord visant à multiplier par trois en dix ans, chez son voisin, le revenu par habitant. Mais cette aide sera liée à des concessions du régime, notamment sur le processus de dénucléarisation.

P.-S.

* Article paru dans le Monde, édition du 26.02.08. LE MONDE | 25.02.08 | 17h37 • Mis à jour le 25.02.08 | 17h37.